

Unité départementale du Val-d'Oise  
Préfecture du Val d'Oise  
5 avenue Bernard HIRSCH  
95300 Cergy-Pontoise

Cergy, le 12/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BORNES RECYCLAGE**

2 AV DES ENTREPRENEURS  
95400 Villiers-Le-Bel

Références : ud95-2026-007

Code AIOT : 0100016415

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2025 dans l'établissement BORNES RECYCLAGE implanté 5 CHEMIN DU JACLORET 95820 Bruyères-sur-Oise. L'inspection a été annoncée le 14/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le site BORNES RECYCLAGE de Bruyère sur Oise est une nouvelle installation autorisée depuis novembre 2024. Cette inspection constitue le contrôle de mise en service.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BORNES RECYCLAGE
- 5 CHEMIN DU JACLORET 95820 Bruyères-sur-Oise
- Code AIOT : 0100016415
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BORNES RECYCLAGE exploite une installation de tri transit de métaux et activité de cisailage sur un site situé dans la zone d'activité du port de Bruyère sur Oise. Le site est régulièrement autorisé par arrêté préfectoral IC-24-147 -077 du 22 novembre 2024.

### Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie
- Dispositions constructives

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ....

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Suivi des rejets d'eau pluviales	Arrêté Préfectoral du 22/11/2024, article 2.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 22/11/2024, article 4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Volume stocké	Arrêté Préfectoral du 22/11/2024, article 1.2	Sans objet
2	Implantation	Arrêté Préfectoral du 22/11/2024, article 1.5	Sans objet
3	gestion des eaux	Arrêté Préfectoral du 22/11/2024, article 2.1.1	Sans objet
6	rétention et confinement des eaux d'incendie et pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 22/11/2024, article 4.2	Sans objet
7	Modalités d'entreposage	Arrêté Préfectoral du 22/11/2025, article 4.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est mis en service depuis environ 1 an, l'exploitant doit réaliser et transmettre ses premiers contrôles sur les eaux. Il doit également justifier des modifications constatées entre le dossier et la construction du mur séparatif nord du site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Volumes stockés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2024, article 1.2					
Thème-s : Situation administrative, Tableau de classement					
Prescription contrôlée :					
Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2718	1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. 1. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	Quantité susceptible d'être stockée = 10 tonnes	10 tonnes
2791	1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10t/j	Quantité de déchets non dangereux (métaux et ferrailles) susceptibles d'être traitée par jour = 400 t/j	400 t/j
2710	1b	DC	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 : 1. Dans le cas de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation : b) Supérieure ou égale à 1 tonne et inférieure à 7 tonnes	Quantité de déchets dangereux susceptible d'être présents = 6 tonnes	6 tonnes
2713	2	D	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>2</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>2</sup>	Surface susceptible d'être utilisée = 195 m <sup>2</sup>	195 m <sup>2</sup>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection s'est rendue sur le site Bornes Recyclage situé sur la commune de Bruyère sur Oise. Cette inspection a pour objectif de contrôler la bonne mise en service de l'installation soumise à autorisation depuis le 22 novembre 2024. L'installation est en service depuis début 2025. Cette installation a déjà fait l'objet d'une inspection inopinée en juin 2025 suite à un signalement par le voisinage de bruits et vibrations importants. L'exploitant a réalisé les mesures réglementaires de bruit puis de vibrations par deux laboratoires agréés. Ces deux contrôles n'ont pas mis en évidence de dépassements des seuils réglementaires. L'installation est donc conforme à la réglementation sur ces points.</p> <p>Lors de la présente l'inspection , l'exploitant a présenté sa gestion des stocks réalisée à l'aide d'un outil interne au groupe Bornes qui possède plusieurs installations. L'activité principale autorisée du site concerne le tri transit des métaux et leur cisailage à hauteur de 400t/j. L'analyse de l'activité basée sur le registre d'entrée /sortie est estimée à 120 t/j en moyenne, ce qui est conforme à la prescription de l'AP.</p> <p>L'exploitant a également indiqué que, pour le moment, il n'y a pas de stockage de déchets dangereux (batteries) sur le site. L'activité batterie est réalisée sur un autre site du groupe. Aucun déchet dangereux n'a été observé par l'inspecteur le jour de la visite.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection n'a pas constaté de dépassements des capacités prescrites dans l'arrêté préfectoral d'autorisation initial du site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Implantation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2024, article 1.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Implantation des installations</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'implantation de l'installation doit être conforme aux plans fournis dans le dossier de demande d'autorisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection documentaire et la visite du site a été réalisée à partir du plan d'implantation du dossier de l'établissement. Les implantations prévues sont respectées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'implantation des installations est conforme au dossier d'autorisation du site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : gestion des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2024, article 2.1.1		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, point de rejet		
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au point de rejet externe qui présente les caractéristiques suivantes :		
<b>Réf.</b>	<b>Nature des effluents</b>	<b>Exutoire du rejet</b>
Point de rejet n°1	Eaux pluviales de ruissellement susceptibles d'être polluées provenant des aires d'entreposage et des voies de circulation	Transit par un séparateur d'hydrocarbure avant d'être rejeté dans le réseau collectif d'eaux pluviales de la commune de Bruyère-sur-Oise. Les eaux pluviales sont rejetées dans l'Oise.
<b>Constats :</b>  L'ensemble des installations ont été construites dans le cadre de la création de ce centre de tri transit de déchets. Les bâtiments sont neufs. Le sol a été entièrement dallé. Les différents réseaux d'eau présents sont donc également neufs. L'exploitant a présenté à l'inspection le plan des réseaux ainsi qu'un ensemble de photos prises pendant les travaux montrant les cuves enterrées de rétention et le séparateur à hydrocarbure. Les différents tampons de visites ont été observés sur le terrain. Le point de rejet est situé en bordure de voirie conformément au plan du dossier. L'exploitant vérifie périodiquement le contenu et l'état du séparateur. Le site étant nouveau, l'exploitant n'a pas de recul sur sa vitesse de remplissage. Il envisage un nettoyage par an à minima mais a prévu d'adapter cette fréquence si nécessaire.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :  Le système de collecte des eaux pluviales de ruissellement est conforme au dossier d'autorisation.		
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite		

**N° 4 : suivi des rejets d'eau pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2024, article 2.2.1
<b>Thème-s :</b> Risques chroniques, suivi annuel
<b>Prescription contrôlée :</b>  Des analyses périodiques annuelles des eaux de rejets et un entretien rigoureux du dispositif de traitement permettront respectivement de vérifier et d'assurer la conformité réglementaire de la qualité des eaux de rejets.
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne dispose pas, à la date de l'inspection de résultats de contrôle annuel sur les eaux.

<p>Ce contrôle est prévu début 2026. L'exploitant devra transmettre les résultats à l'inspection dès réception.</p> <p>La périodicité de nettoyage du séparateur à hydrocarbure n'est pas encore figée du fait que l'exploitant n'a pas encore de retour d'expérience sur ce site nouveau. Ce nettoyage doit être à minima annuel.</p> <p>L'exploitant a indiqué que ces deux prestations sont commandées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection les résultats de son premier contrôle annuel sur les eaux ainsi que les éléments permettant d'acter le premier nettoyage du séparateur à hydrocarbures.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 5 : Dispositions constructives

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2024, article 4.1</p>
<p><b>Thème-s :</b> Risques accidentels, Dispositions murs coupe-feu</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions constructives prévues par les arrêtés ministériels applicables à l'installation, l'exploitant met en œuvre les dispositions constructives présentées dans son dossier d'autorisation environnementale et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les bâtiments stockant des déchets sont constitués de murs béton REI 120 ;</li> <li>• Le site est délimité par une clôture réalisée au moyen de blocs béton coupe feu d'une résistance de 2 heures, d'une hauteur de 5 mètres en périphérie Nord, Est, et Ouest et d'un grillage métallique de 2,5 m de hauteur côté Sud ;</li> <li>• Les DEEE sont entreposés dans une alvéole constituée de murs béton REI 120 ;</li> <li>• Les alvéoles stockant des déchets sont constitués de murs béton REI 120.</li> </ul> <p>Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est neuf. L'ensemble des éléments observés ont donc été réalisés pour cette exploitation. L'inspection a constaté un écart par rapport aux dispositions constructives indiquées dans le dossier de l'exploitant. Ceci concerne la hauteur du mur séparatif nord réalisé en blocs béton et qui ne fait que 4 m de hauteur et non 5 m (5 blocs de 0.8 m de hauteur). Ceci constitue une non-conformité à l'article 4.1 des prescriptions de l'AP.</p> <p>L'exploitant a déjà prévu de rehausser ce mur d'un bloc et le porter à 4.80 m, ce qui reste en deçà de la prescription.</p> <p>Après consultation du dossier (en particulier l'étude de danger) et des échanges avec l'exploitant, la hauteur de 5 m présentée résulte uniquement de l'objectif de garantir qu'un tas de 5 m (prescrit au 4.2 de l'AP) ne risque pas de déborder dans la propriété voisine. Dans les faits, ce mur n'est pas utilisé comme limite d'un stockage. Si tel était exceptionnellement le cas, une consigne interne limite déjà la hauteur de tas à 3 m.</p>

<p>Notons également que ce mur présenté par l'exploitant de 5 m et REI 120 dans son dossier n'est pas un élément de sécurité utilisé dans les démonstrations de limitation du risque incendie de l'EDD du site.</p> <p>L'inspection propose donc à l'exploitant de se positionner sur la pertinence de ce mur de 5 m de hauteur et REI 120 dans la partie nord du site via un porter à connaissance de l'autorité préfectorale si nécessaire. L'exploitant peut également rehausser le mur et l'amener à 5 m de hauteur.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit se positionner sur la pertinence du mur séparatif nord de son site de 5 m de hauteur et REI 120 et proposer si nécessaire d'éventuelles modifications par un porter à connaissance à l'intention de l'autorité préfectorale, dans un délai de 6 mois. A titre de mesure conservatoire, l'exploitant prend toutes des dispositions nécessaires visant à ce que tout stockage temporaire n'excède pas la hauteur déjà limitée à 3 m dans cette zone.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

#### N° 6 : rétention et confinement des eaux d'incendie et pollutions accidentelles

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2024, article 4.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, rétentions des eaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux d'extinction doivent suivre le cheminement des eaux de ruissellement sur les aires étanches et être retenues au sein des cuves busées enterrées par actionnement d'une vanne d'obturation. Ces capacités de confinement sont implantées à proximité du bâtiment à l'Ouest pour un volume respectif de 80 m<sup>3</sup> et 80 m<sup>3</sup> soit un total de 160 m<sup>3</sup>.</p> <p>La vanne d'obturation du réseau est accessible et manœuvrable en toute circonstance. Elle ne se situe pas dans la zone d'effet des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude des dangers</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est entièrement dallé. Toutes les eaux de ruissellement transitent par un ensemble de deux réservoirs enterrés d'une capacité totale de 212 m<sup>3</sup> soit au-delà des 160 m<sup>3</sup> prescrits. En cas d'incendie ou de pollution, le confinement des eaux du site est assuré par l'arrêt de la pompe de relevage. Cet arrêt est commandé via un boîtier accessible situé à proximité des réservoirs.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>La prescription est respectée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>



## N° 7 : Modalités d'entreposage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2025, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, hauteur des stockages
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit s'assurer que l'installation est conforme au dossier d'autorisation notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• La hauteur d'entreposage de déchets ne dépasse pas 5 mètres . Par exception, la hauteur d'entreposage de déchets non combustibles peut aller jusqu'à 6 mètres sous réserve de la suppression complète du risque de déversement en dehors des limites de propriété ;</li><li>• La hauteur est limitée à 3 mètres pour les déchets dits « DEEE » ;</li><li>• Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :<ul style="list-style-type: none"><li>▪ la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;</li><li>▪ l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.</li></ul></li></ul>
<b>Constats :</b>  Le site n'est principalement utilisé que pour le tri transit de métaux ferreux et non ferreux afin de valoriser la cisaille de grande puissance installée. Les seuls tas présents sont donc les métaux entrants puis les stocks de métaux cisailés. L'espace disponible pour les stockages n'étant pas très important, l'exploitant privilégie en fonctionnement en flux entrant/sortant plutôt que du stockage. Seuls les tas en sortie de cisailage peuvent atteindre les 5 m prescrits. Une consigne interne limite la hauteur du tas de matière entrante à 3 m (hauteur du mur en bloc béton de 4 m moins 1 m), ce qui est donc en deçà de la prescription.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Les modalités pratiques d'entreposage sur le site sont conformes aux prescriptions de l'AP.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite